

LE P-DG DE SONELGAZ À LA CLÔTURE DES TRAVAUX DU CME À ORAN

La politique énergétique algérienne autrement perçue

La politique énergétique algérienne est autrement mieux perçue maintenant, selon le président-directeur général de Sonelgaz, au sein du Conseil mondial de l'énergie (CME) dont une assemblée exécutive s'est tenue, du 21 au 25 novembre dernier, au Centre des conventions d'Oran.

Chérif Bennaceur - Oran (Le Soir) - Selon Noureddine Boutarfa, qui préside le Comité algérien de l'énergie (CAE), hôte jeudi soir d'un dîner de clôture, les experts et institutionnels énergétiques de 42 pays participants ont pu justement constater l'engagement affirmé de l'Algérie en matière de satisfaction des besoins énergétiques et de développement socioéconomique, de promotion maturée de tous types d'énergies.

Et ceci, sur la base d'un mix énergétique rationalisé, la promotion des énergies nouvelles et renouvelables sur le long terme tout en poursuivant l'optimisation des ressources hydrocarbures.

Un engagement de mettre en œuvre un modèle de développement «stable, propre et prospère» que Noureddine Boutarfa entend concrétiser, dans le cadre de la dynamique énergétique prônée par le CME, sur la base d'une accessibilité, d'une disponibilité, acceptabilité et d'une responsabilité meilleures, optimales en

matière d'énergie. D'autant que l'expertise algérienne a pu servir un modèle d'analyse, lors des travaux de cette assemblée. Certes, d'autres modèles sud-américains, européens ou asiatiques ont également focalisé les débats, lors des divers ateliers de discussions. Néanmoins, le modèle algérien semble pertinent, dans le contexte de l'interdépendance énergétique mondiale, des spécificités régionales, de la nécessité de satisfaire l'ensemble des besoins. Une pertinence qu'a agréé le président du CME,

Pierre Gadonneix, qui s'est déclaré, lors du discours de clôture, tant satisfait par ces travaux qui ont permis l'échange et le dialogue qu'«impressionné», au-delà de toute rhétorique de courtoisie, par la démarche algérienne. Comme Jean-Eudes Moncomble, secrétaire général du Conseil français de l'énergie, membre également du CME, l'était par la démarche algérienne. A charge cependant pour cette dernière de miser, notamment, sur le long terme, la diversifi-



Photo : Samir Sid

cation, la rationalité et la préservation de l'environnement, dans le cadre de la

promotion du dialogue le plus large et l'amélioration des pratiques et enjeux de la gou-

vernance. Et ceci dans le contexte où l'Algérie contribue à garantir la sécurité et la

diversification de l'approvisionnement énergétique de l'Europe.

C. B.

DÉVELOPPEMENT DES HYDROCARBURES NON CONVENTIONNELS

Une des solutions, selon le SG du Conseil français de l'énergie

Le développement des hydrocarbures non conventionnels, tel le gaz de schiste, est une solution entre autres de la problématique énergétique mondiale, selon le secrétaire général du Conseil français de l'énergie. Représentant la France à l'Assemblée exécutive du Conseil mondial de l'énergie à Oran, Jean-Eudes Moncomble a estimé, en marge de la rencontre, qu'il «ne faut pas isoler» le gaz de schiste des autres sources énergétiques. «C'est un bout de la solution», dira cet expert, dans la mesure où toutes les sources d'énergies sont nécessaires, les ressources disponibles étant datées, le nucléaire représentant encore une alternative pour nombre de pays émergents et développés. A ce propos, le

représentant français relève que des pays émergents et même certains pays européens ont relancé leurs commandes de réacteurs nucléaires, après le récent accident de la centrale nucléaire de Fukushima au Japon, et même si plusieurs pays européens prônent un désengagement du nucléaire, un désengagement prévisible dans le cas de l'Allemagne. Sans omettre le charbon, dont le rôle reste encore important. Comme il s'avère nécessaire, afin de garantir une offre d'énergie sûre et pérenne, de savoir et pouvoir mobiliser les financements, là où ils existent et sur la base d'une démarche solidaire, coordonnée, relève le représentant français.

C. B.

PROMOTION DU SECTEUR DE L'ARTISANAT TRADITIONNEL

Beaucoup de choses restent à faire

Les exposants professionnels qui ont pris part à l'ouverture du Salon international de l'artisanat traditionnel sont unanimes à dire que les difficultés du secteur restent nombreuses et que beaucoup de choses restent à faire. Pas moins de 203 exposants algériens exerçant dans les différentes filières de l'artisanat et 18 autres de nationalités étrangères, ont pris part au Salon international de l'artisanat traditionnel qui se déroule du 23 au 28 novembre 2011 au Palais des expositions des Pins-Maritimes. Les exposants étrangers sont l'Inde avec une entreprise d'ameublement, le Pakistan avec une entreprise de bijoux traditionnels, le Viêt Nam avec trois artisans de différentes filières, à savoir habit, bijoux, cuir... l'Indonésie avec dix participants exerçant dans différents métiers, et enfin, la France avec deux représentants de deux associations d'artisanat. Les objectifs de ce Salon international, selon Djamel Challal, chargé de communication au niveau du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, s'inscrivent dans une logique «d'échange d'expérience et de savoir-faire entre les artisans nationaux d'une part et les artisans étrangers d'une autre part, tester les produits algériens par rapport à la concurrence des produits étrangers, motiver et encourager les artisans pour plus d'efforts dans les domaines de l'innovation et la créativité, faire intéresser les jeunes à investir dans le secteur de l'artisanat, à travers la présence au Salon des institutions d'appui et de financements». Interrogés, les différents exposants nationaux sont unanimes à dire que le secteur souffre d'une véritable concurrence déloyale, entre autres l'importation de produits artisanaux étrangers notamment chinois, ce qui entrave considérablement la commercialisation des produits algériens. «Nous faisons de père en fils de la tapisserie traditionnelle, un véritable produit de qualité, que ce soit au niveau de la matière première ou du façonnage. Mais avec l'importation de produits chinois, nous n'arrivons plus, depuis quelques années, à écouler nos produits sur le marché. Ce sont généralement des produits de bas prix mais aussi et surtout de basse qualité», dira un exposant. Un autre exposant exerçant dans le domaine de la céramique et de la poterie d'art dira à son tour : «Certains produits en provenance du Maroc nous cassent carrément le marché, car ils sont proposés à des prix indéfiables. La matière première au Maroc est disponible à des prix très raisonnables, contrairement à chez nous, pourtant l'Algérie en possède un plus grand potentiel naturel en la matière.»

Mehdi Mehenni

ALORS QU'EN GÉNÉRAL LA MALADIE EST IMPORTÉE

Des cas autochtones de paludisme déclarés à Ghardaïa

Des cas autochtones de paludisme déclarés dans la wilaya de Ghardaïa suscitent les craintes de la population de la région. Selon un responsable au ministère de la Santé, le microfoyer de cette maladie tropicale a toujours existé dans cette région et dans celle de Bordj Badji Mokhtar où une moyenne de 70 cas sont enregistrés par an dont la plupart sont importés des pays africains limitrophes.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Des cas autochtones de paludisme, ou malaria, maladie qui renvoie à des pathologies moyenâgeuses, ont encore été enregistrés au sud du pays, plus exactement dans les régions de Ghardaïa et de Bordj Badji Mokhtar. La maladie tropicale a fait une victime dans la région de Daïa, à Ghardaïa.

Ceci alors qu'au moins deux autres cas ont été signalés dans la région et traités sur place.

Selon un responsable au ministère de la Santé, les victimes du paludisme à Ghardaïa ont été identifiées et leurs familles et proches ont été aussi traités en vue d'éviter la contagion et la propagation de la maladie.

Ces régions du sud du pays, expliquent les spécialistes, sont particulièrement à

risque, du fait qu'elles abritent des microfoyers de la pathologie.

Ces derniers sont favorisés par la remontée des eaux, problème récurrent dans la vallée du M'zab, et par la multitude de points d'eau stagnante.

Une autre région enregistre souvent des cas de paludisme, c'est celle de Bordj Badji Mokhtar, à l'extrême sud de la wilaya d'Adrar, aux frontières avec le Mali.

Dans cette région, existe un point d'eau qui attire l'anophèle femelle, le moustique vecteur du paludisme. Selon des responsables au ministère de la Santé, il est toutefois difficile d'éradiquer ce point d'eau stagnante qui continue de constituer un risque de contamination par les piqûres de moustiques.

Lieu où aussi les pluies

reviennent régulièrement.

Pour les cas déclarés dans la région de Ghardaïa, les spécialistes évoquent un problème de gestion des eaux usées, récurrent dans la vallée du M'zab.

Chaque année, le ministère de la Santé enregistre 70 cas de paludisme dont quatre en moyenne sont des cas autochtones dans les régions de Ghardaïa et de Bordj Badji Mokhtar, alors que l'anophèle femelle n'existe pas hors des régions du sud du pays, présentent les spécialistes.

Les cas sont en général importés des pays africains limitrophes.

Depuis la fin des années 70, les épidémies de malaria, ou paludisme, ont nettement régressé en Algérie alors que la maladie était endémique à l'Indépendance, et donc courante, et ce, même, au nord du pays.

Un programme spécial a été mis en place et concerne notamment le traitement et la surveillance des points d'eau jugés suspects dans les régions ciblées du sud du pays.

F.-Z. B.